

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES
Séance plénière du 7 juillet 2022 à 10h00
« Projections démographiques et de population active »

Document N° 14
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

France : la fécondité la plus élevée d'Europe

Gilles Pison, Ined

Population & Sociétés

France : la fécondité la plus élevée d'Europe

Gilles Pison*

L'indicateur de fécondité est resté stable en France entre 2018 et 2019 après avoir baissé de 2,02 enfants par femme en 2010 à 1,84 en 2018. De telles fluctuations ont-elles eu lieu ailleurs ? Replaçant le niveau et les tendances de la fécondité en France parmi ceux observés dans les pays voisins, Gilles Pison montre l'originalité de la situation française en Europe et dans le monde.

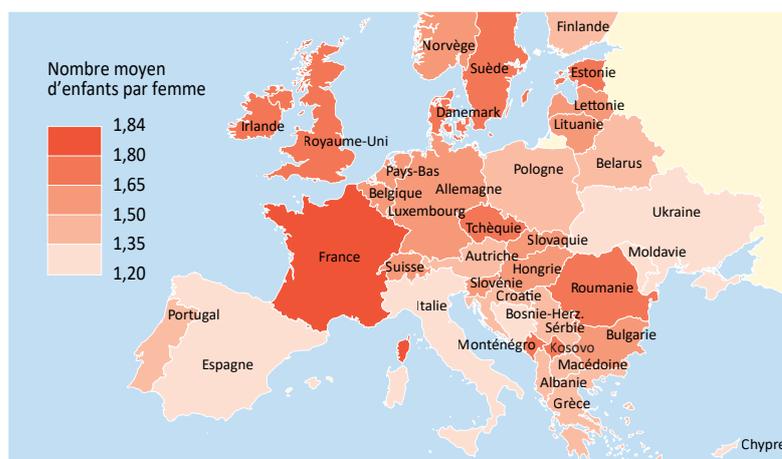
Le bilan démographique de la France en 2019 indique que l'espérance de vie continue d'augmenter et l'indicateur conjoncturel de fécondité ne baisse plus (voir encadré, tableau page 3 et [1]). Ce dernier est en effet resté au même niveau en 2019 qu'en 2018 : 1,84 enfant en moyenne par femme en France métropolitaine. Il avait diminué les années précédentes, passant de 2,02 enfants en 2010 à 1,84 en 2018. Cette baisse faisait elle-même suite à une hausse depuis un niveau bas de 1,66 enfant en 1993. De telles fluctuations d'une période à l'autre ont-elles été observées ailleurs ? Comment se situe la France par rapport aux autres pays européens ?

Forte fécondité en Europe du Nord, faible au Sud

La fécondité est en général élevée en Europe du Nord et faible en Europe du Sud (figure 1 et [2]). Au sein de ce gradient Nord-Sud la France dénote : quoique située au Centre-Ouest, elle a la fécondité la plus élevée d'Europe, et se rattache donc aux pays du Nord.

Ce contraste Nord-Sud était déjà présent il y a 30 ans, il semble donc peu lié à la conjoncture mais plutôt à des facteurs de fond. Pour l'expliquer, les démographes évoquent le statut des femmes, plus défavorable au Sud qu'au Nord : les inégalités entre hommes et femmes y sont plus marquées et les tâches au sein du couple, moins bien partagées [3]. Les politiques visant à favoriser le

Figure 1. Carte des variations de l'indicateur conjoncturel de fécondité en Europe (2018)



Source : Eurostat.

G. Pison, Population & Sociétés n° 575, INED, mars 2020.

travail des femmes et à leur permettre de concilier travail et famille y sont également moins développées. Enfin, la société considère que la maternité n'est pas compatible avec un emploi au moins dans les premières années de l'enfant. Si une femme en a un, elle risque de devoir arrêter de travailler et rester à la maison pour s'en occuper. Or les femmes ne souhaitent pas d'une vie de mère au foyer comme leurs mères ou leurs grand-mères et les couples préfèrent bénéficier de deux revenus. C'est vrai en Europe comme partout ailleurs dans le monde. Les couples repoussent donc à plus tard l'arrivée d'un enfant s'il ne leur est pas possible de concilier travail et famille. À force de la reporter, une partie des femmes finit par renoncer à la naissance désirée.

En Europe de l'Est, la fécondité s'est effondrée après la chute du Mur en 1989...

Le gradient Nord-Sud s'observe à l'Ouest de l'Europe – mise à part l'exception française déjà mentionnée –, et également à l'Est, quoique de façon moins nette. Les pays du centre et de l'est de l'Europe ont connu des évolutions particulièrement chahutées de l'indicateur de fécondité au cours des trente dernières années. La chute du Mur de Berlin en 1989 et les bouleversements socioéconomiques qu'elle a entraînés ont provoqué son effondrement en quelques années. Dix ans plus tard, l'indicateur était toujours très bas dans la plupart de ces pays, comme illustré par la Tchéquie, la Hongrie et la Roumanie (respectivement 1,15, 1,31 et 1,32 enfant par femme en 2000) (figures 2 et 3). La fécondité y était pourtant relativement élevée juste avant la chute du Mur, y atteignant respectivement 1,87, 1,82 et 2,22 enfants en 1989. Les femmes y avaient leurs enfants relativement tôt, et elles bénéficiaient d'aides et d'allocations de l'État pour les élever tout en continuant à travailler [4]. La chute du Mur et la transition vers une économie de marché qui a suivi ont initié une période d'austérité économique (déréglementation du marché du travail, restructurations industrielles, montée du chômage, creusement des inégalités de revenu). Les politiques sociales de l'État ont reculé de leur côté, la garde prolongée des jeunes enfants étant par exemple supprimée, et les

allocations se réduisant du fait de l'inflation [4]. Les jeunes générations ont par ailleurs adopté les valeurs de l'Ouest qui accordent une priorité à la réalisation des désirs personnels. Ces facteurs se combinant ensemble et au même moment expliquent l'effondrement très rapide de l'indicateur de fécondité dans tous les pays ex-communistes d'Europe après la chute du Mur [4]. Les jeunes femmes qui auraient dû alors avoir leurs enfants ont repoussé leurs naissances à plus tard. L'indicateur y est resté très bas pendant une décennie.

... mais l'indicateur de fécondité s'est relevé récemment à l'Est

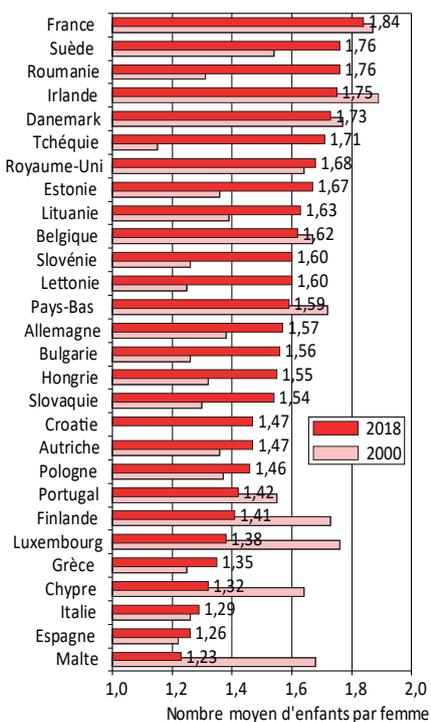
L'indicateur s'est relevé lentement ensuite, la crise financière de 2007-2008 venant interrompre la hausse [4]. Elle a repris au sortir de la crise, vers 2012-2013, puis s'est accélérée ensuite [2, 4]. En Tchéquie et en Roumanie, par exemple, l'indicateur atteint respectivement 1,71 et 1,76 enfant par femme en 2018 (figures 2 et 3). La parenthèse de la chute du Mur semble donc en voie de se refermer dans beaucoup de pays d'Europe de l'Est, ces derniers étant en passe de retrouver les niveaux de fécondité relativement élevés d'avant la chute du Mur, ou du moins rejoindre le groupe des pays d'Europe à fécondité moyenne ou élevée. Les femmes des pays d'Europe de l'Est ont aujourd'hui leurs enfants beaucoup plus tard qu'avant la chute du Mur. Une partie des naissances retardées pendant les années

difficiles ont sans doute été récupérées. Mais les générations de femmes ayant traversé cette période alors qu'elles avaient l'âge d'avoir des enfants en auront eu au total sensiblement moins que celles des générations de leurs mères.

L'indicateur de fécondité a également fluctué au Nord de l'Europe

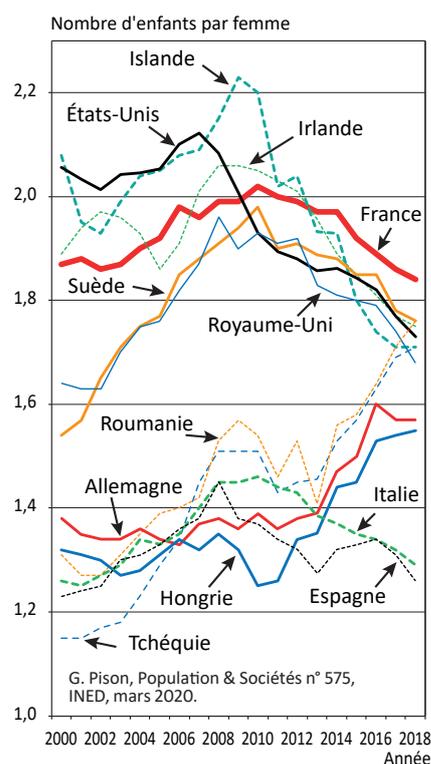
Concernant les pays du Nord de l'Europe, où la fécondité est restée relativement élevée depuis 30 ans, l'indicateur a cependant fluctué également quoique de façon moins prononcée qu'à l'Est. Il était à la hausse au début des années 2000, la tendance s'inversant ensuite et l'indicateur diminuant depuis 2008 (figure 3). Son niveau relativement bas dans les années 1990 venait d'un mouvement de retard des

Figure 2. Indicateur conjoncturel de fécondité des 28 pays de l'Union européenne en 2000 et 2018



G. Pison, *Population & Sociétés* n° 575, INED, mars 2020. Source : Eurostat. Notes : les pays sont classés par indicateur décroissant en 2018 (valeur indiquée).

Figure 3. Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité depuis 2000 dans une sélection de pays européens et aux États-Unis



Sources : Eurostat et Centers for Disease Control.

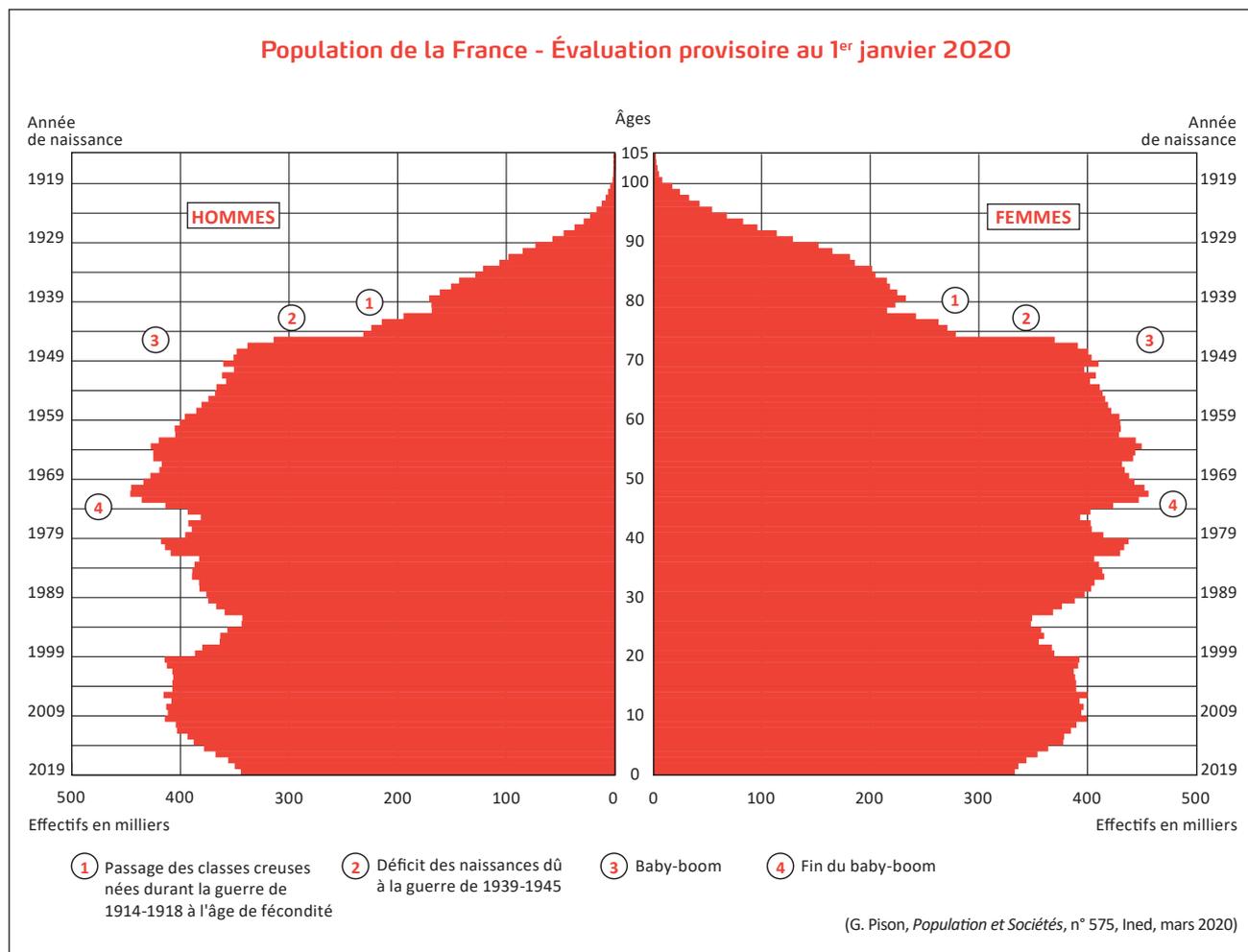


Tableau - Indicateurs démographiques 1950 à 2019, France métropolitaine

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2012	2013	2014	2015	2016	2017(p)	2018(p)	2019(p)
Naissances (m)	862	820	850	800	762	775	802	790	782	781	760	745	730	720	714
Décès (m)	534	521	542	547	526	531	540	559	558	547	582	581	594	597	599
Excédent naturel (m)	328	299	308	253	236	244	262	231	223	234	179	164	137	123	115
Solde migratoire (m)	35	140	180	44	80	70	43	91	107	39	53	88	60	60	60
Variation totale (m)	363	439	488	297	316	314	305	322	331	273	230	230	215	189	181
Ajustement (1) (m)	-	-	-	-	-53	94	-	-	-	-	-63	-81	-98	-99	-99
Taux de natalité (t)	20,6	17,9	16,7	14,9	13,4	13,1	12,8	12,4	12,2	12,2	11,8	11,5	11,3	11,1	11,0
Taux de mortalité (t)	12,8	11,4	10,7	10,2	9,3	9,0	8,6	8,8	8,7	8,5	9,0	9,0	9,2	9,2	9,2
Taux de mort. infantile (r)	52,0	27,4	18,2	10,0	7,3	4,4	3,5	3,3	3,5	3,3	3,5	3,5	3,6	3,6	3,6
Indice de fécondité (e)	2,95	2,74	2,48	1,94	1,78	1,87	2,02	1,99	1,97	1,97	1,92	1,89	1,86	1,84	1,84
Espérance de vie :															
hommes (a)	63,4	67,0	68,4	70,2	72,7	75,3	78,0	78,5	78,8	79,3	79,0	79,3	79,5	79,6	79,8
femmes (a)	69,2	73,6	75,9	78,4	81,0	82,8	84,7	84,8	85,0	85,4	85,1	85,3	85,4	85,5	85,7
Mariages (2)(m)	331	320	394	334	287	298	245	240	233	235	230	227	228	228	221
Taux de nuptialité (t)	7,9	7,0	7,8	6,2	5,1	5,0	3,9	3,8	3,6	3,7	3,6	3,5	3,5	3,5	3,4
Population (3)(m)	42 010	45 904	51 016	54 029	56 841	59 267	63 070	63 698	64 028	64 301	64 469	64 639	64 738	64 822	64 898
Moins de 20 ans (2) (m)	12 710	14 991	16 772	16 380	15 605	15 068	15 440	15 513	15 589	15 652	15 646	15 616	15 562	15 479	15 390
65 ans ou plus (2) (m)	4 796	5 347	6 598	7 466	8 039	9 561	10 667	11 302	11 649	11 989	12 311	12 620	12 910	13 179	13 453
Moins de 20 ans (2) %	30,3	32,7	32,9	30,3	27,5	25,4	24,5	24,4	24,3	24,3	24,3	24,2	24,0	23,9	23,7
65 ans ou plus (2) %	11,4	11,6	12,9	13,8	14,1	16,1	16,9	17,7	18,2	18,6	19,1	19,5	19,9	20,3	20,7

(a) années – (e) nombre d'enfants par femme – (m) milliers – (p) provisoire – (r) pour 1 000 naissances vivantes – (t) pour 1 000 habitants – (1) les estimations de population pour les années 1990 et 2000 et les années 2015 à 2019 tiennent compte de divers ajustements destinés à rétablir la cohérence comptable entre les recensements de 1990, 1999 et 2006 (pour 1990 et 2000) et entre ceux des années 2014 et suivantes pour les années 2015 à 2019 (voir Catherine Beaumel et Sylvain Papon, 2020 [1]).

(2) y compris mariages de personnes de même sexe à partir de 2013.

(3) en fin d'année.

Source : Insee, Division des enquêtes et études démographiques (<http://www.insee.fr>).

Encadré. Bilan démographique de la France en 2019

Au 1^{er} janvier 2020, la population de la France est estimée à 67,1 millions d'habitants, dont 64,9 en métropole et 2,2 en outre-mer [1]. En métropole, la population a augmenté de 175 000 habitants en 2019 (+ 0,3 %). La croissance tient pour les deux tiers à l'excédent des naissances sur les décès et pour un tiers à l'excédent migratoire. Ce dernier, différence entre les entrées et les sorties de migrants, est estimé à 60 000 par l'Insee.

Presqu'autant de naissances en 2019 qu'en 2018

L'indicateur de fécondité est stable entre 2018 et 2019 : 1,84 enfant par femme. Le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants a légèrement baissé, ce qui explique que le nombre des naissances ait un peu diminué : 714 000 en 2019 en France métropolitaine, contre 720 000 en 2018.

La tendance observée depuis quarante ans à avoir ses enfants toujours plus tard se poursuit : les femmes qui ont accouché en 2019 avaient en moyenne 30,8 ans. Cet âge n'a cessé de progresser depuis 1977 où celles qui avaient accouché avaient en moyenne 26,5 ans.

L'examen de la fécondité par génération montre que les femmes nées en 1969, qui ont atteint 50 ans en 2019 et ont donc maintenant achevé leur vie féconde, ont eu 2,00 enfants en moyenne. Les femmes nées en 1979, qui ont eu 40 ans en 2019, en ont déjà 2,01, si bien que le total sera sans doute d'au moins 2,05 enfants pour elles lorsqu'elles atteindront 50 ans, en tout cas plus que pour leurs aînées de 10 ans. Quant aux générations plus jeunes, elles sont encore loin d'avoir terminé leur vie féconde, tout pronostic sur leur nombre final d'enfants reste donc hasardeux mais il pourrait rester au-dessus de 2 enfants par femme.

maternités – les femmes des générations les plus âgées avaient déjà eu leurs enfants et elles n'en mettaient plus au monde, et les générations plus jeunes attendaient pour avoir les leurs. Il en a résulté un nombre de naissances relativement faible ces années-là. Ce mouvement de retard des maternités s'est ralenti au début des années 2000, entraînant une hausse des naissances et de l'indicateur de fécondité. Elle a été stoppée et remplacée par une baisse après la crise financière de 2007-2008. La récession économique et la montée du chômage que cette dernière a entraînées ont en effet rendu le futur plus incertain. Une partie des couples ont reporté leur projet de fécondité en attendant des jours meilleurs. Le mouvement de retard des maternités a repris, et l'indicateur de fécondité est reparti à la baisse. Mais le mouvement a continué même la crise passée, signe qu'une nouvelle tendance non liée à la conjoncture économique est peut-être également à l'œuvre.

Quant à la France, il convient de relativiser la baisse de son indicateur ces dernières années. Aux États-Unis, l'indicateur de fécondité atteignait 2,12 enfants par femme au début de la crise, en 2007, et il a reculé à 1,73 enfant en 2018 (soit une baisse de 23 %) (figure 3). Au Royaume-Uni, il a reculé de 1,96 en 2008 à 1,68 en 2018 (une baisse de 17 %). La France, sans faire exception, a connu une baisse bien plus modeste (moins 8 % entre 2008 et 2018). La baisse est d'ailleurs apparue plus tardivement, les effets de la récession économique s'étant fait sentir plus tard. Malgré la diminution récente, la France reste le pays d'Europe où la fécondité est la plus élevée en 2018 ; les fluctuations de l'indicateur y ont été par ailleurs moins heurtées (figures 2 et 3). Sans doute un résultat des politiques sociales et familiales qui ont amorti le choc de la crise et les effets du chômage.

Références

[1] Catherine Beaumel et Sylvain Papon, 2020, «Bilan démographique 2019. La fécondité se stabilise en France», *Insee Première*, n° 1789 (www.insee.fr/fr/statistiques/4281618)

[2] Eurostat 2020, Base de données (ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database).

[3] Angela Luci-Greulich et Olivier Thévenon, 2013, «The Impact of Family Policies on Fertility Trends in Developed Countries», *European Journal of Population*, 29, 387-416.

[4] Agnieszka Fihel et Marek Okólski, 2019, «Diminution de la population dans les pays anciennement communistes de l'Union européenne», *Population et Sociétés*, n° 567, 4 p. (www.cairn.info/revue-population-et-societes-2019-6-page-1.htm)

Résumé

La fécondité est en général élevée en Europe du Nord et faible en Europe du Sud. Dans les pays ex-communistes du Centre et de l'Est de l'Europe, l'indicateur conjoncturel de fécondité s'est effondré après la chute du Mur de Berlin en 1989, mais il est en train de se relever rapidement depuis quelques années.

Mots-clés

Fécondité, âge à la maternité, France, crise économique, politiques familiales, comparaisons européennes